

# L'information documentaire, facteur de développement de la recherche féministe : une expérience tunisienne

Faouzia Hmila

Volume 10, numéro 1, 1997

D'actualité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057914ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057914ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hmila, F. (1997). L'information documentaire, facteur de développement de la recherche féministe : une expérience tunisienne. *Recherches féministes*, 10(1), 125–133. <https://doi.org/10.7202/057914ar>

Résumé de l'article

L'auteure présente l'expérience du Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme (CREDIF) de Tunis en matière de documentation en la situant au sein du mouvement des femmes tunisien et en insistant sur les réalisations et les difficultés d'une telle entreprise dans le contexte particulier de ce pays.

## **L'information documentaire, facteur de développement de la recherche féministe: une expérience tunisienne**

**Faouzia Hmila**

J'appartiens, professionnellement parlant, au Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme (CREDIF), un organisme public sous la tutelle du ministère chargé des Affaires de la femme et de la famille de Tunisie. Créé en 1990, le CREDIF a pour mission de réaliser des études de nature à aider les autorités gouvernementales dans la prise de décisions politiques concernant les femmes, à fournir de l'information crédible pour la planification et la recherche ainsi qu'à apporter l'assistance nécessaire en matière de documentation et d'information à tous ceux et celles qui en expriment le besoin.

Par une décision intelligente de la législature tunisienne, recherche et documentation ont été placées sur un pied d'égalité non seulement dans les attributions de l'organisme mais aussi dans son appellation officielle. Ce détail juridique, banal à première vue, a eu un effet des plus bénéfiques pour l'activité documentaire puisqu'il l'a hissée au rang de partenaire de la recherche, lui évitant du coup le statut de parent pauvre des autres activités scientifiques du centre. Au CREDIF, l'activité documentaire, dans ses fonctions d'appui ainsi que de catalyseur et de création de l'appétit scientifique, est considérée comme indispensable à la recherche. En reconnaissant ainsi les trois fonctions principales de l'activité documentaire pour la recherche, le CREDIF, par le fait même, reconnaît également le statut de documentaliste en tant que maillon indispensable de la chaîne de production scientifique.

### **La documentation et la recherche féministe en Tunisie**

Les informations qui suivent sont basées principalement sur les résultats d'une enquête que le CREDIF a menée dans le cadre des activités du Réseau maghrébin d'information sur la femme (REMIF) pour recenser les organismes et les organisations non gouvernementales (ONG) qui s'intéressent à la question de la femme en Algérie, au Maroc et en Tunisie. La collecte des données a été effectuée au moyen d'un questionnaire distribué par le REMIF à ses partenaires durant la période allant de juin 1994 à juillet 1996. Les résultats de l'enquête ont

été saisi dans une base de données appelée «Zazia»<sup>1</sup>, accessible aux usagères et aux usagers de la bibliothèque du CREDIF. Ils ont également été publiés dans le *Répertoire maghrébin d'institutions sources d'information sur la femme* afin de faciliter la circulation de l'information au Maghreb et ailleurs. Pour élargir la coopération du CREDIF avec les femmes du monde francophone, nous avons aussi réuni au moyen du même questionnaire et enregistré dans la même base de données des renseignements sur une trentaine d'institutions réparties dans divers pays tels que le Canada, la France, la Belgique, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Liban et le Cameroun. Cela permettra la publication ultérieure d'un répertoire des sources d'information sur les femmes dans la francophonie.

On ne peut parler de recherche féministe en Tunisie sans évoquer d'abord, ne fût-ce que brièvement, le mouvement féministe. Malheureusement, comme le souligne Azza Ghanmi (1993), «quand on veut aborder l'histoire du mouvement féministe tunisien, on se heurte à une douloureuse évidence: il n'y a pas de discours du mouvement sur lui-même. Il existe [seulement] quelques témoignages portant sur telle ou telle période, sur tel ou tel aspect particulier de l'itinéraire». Je me contenterai d'évoquer ici les travaux de quelques universitaires qui ont essayé de se démarquer du discours dominant qui excluait la parole des femmes et particulièrement celle des féministes.

Lilia Labidi et Ilhem Marzouki, par exemple, ont ouvert une nouvelle voie à la recherche scientifique en introduisant le paramètre de la sexuation dans l'étude des divers domaines de la vie sociale, politique, économique et culturelle. Ainsi, Lilia Labidi a étudié la participation des Tunisiennes au mouvement national contre le colonialisme depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, mettant en évidence les particularités de l'action des femmes dans la vie politique et syndicale au sein d'un environnement socioculturel traditionaliste qui obligeait les femmes à se cloîtrer et les empêchait de prendre part à la vie publique. Elle a montré que ces obstacles n'ont pas arrêté certaines Tunisiennes de militer avec les hommes et de participer à la mise sur pied d'associations telles que l'Union des femmes tunisiennes (UFT), créée en 1944, et l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), créée en 1946, ainsi que de s'impliquer dans des partis politiques tels que le Parti socialiste destourien (PSD), créé en 1934. En 1982, Lilia Labidi publiait *L'histoire d'une parole féminine*; en 1987: *Les origines des mouvements féministes en Tunisie*, et en 1989: *Çabra Hachma, sexualité et tradition*, une réflexion sur le vécu des femmes dans la tradition arabomusulmane confrontée à la modernité occidentale. Elle a aussi effectué diverses autres études, dont une sur la santé des femmes.

Ilhem Marzouki (1993), de son côté, a tenté d'écrire le cheminement des femmes tunisiennes en tant qu'actrices ignorées de l'histoire ou banalisées par les historiens. Son étude intitulée *Le mouvement des femmes en Tunisie au XX<sup>e</sup> siècle*, confirme l'orientation féministe de la démarche entreprise avant elle par Lilia Labidi. Devant la résistance sexiste de certains hommes, qui craignent que la science ne soit envahie par le thème «femmes», Ilhem Marzouki (1993) incite les chercheuses féministes à produire davantage, affirmant que «la "prolifération" d'études faites sur des femmes et par des femmes avec une conception différente de la féminité, adoptant une approche et une démarche différente, est

1. Zazia est le nom d'une femme berbère, originaire de la tribu de Banou Hilel, qui a vécu au XI<sup>e</sup> siècle. Elle est célèbre pour sa sagesse et sa beauté.

le signe d'une prise de conscience de soi et de son environnement ainsi que du rapport que ces deux parties entretiennent». Elle rend compte des rapports dialectiques entre les chercheuses et leur entourage, car la volonté de celles-ci d'effectuer des études féministes est elle-même issue des mutations sociales qui ont permis l'émergence de l'individualité féminine et son accès au monde de la connaissance, mais aussi son émergence dans le monde de la militance.

Azza Ghanmi et Dorra Mahfoudh, pour leur part, illustrent par leur propre pratique l'interaction de celles qui font de la recherche avec leur environnement social. Ce sont deux universitaires engagées qui militent pour le changement et pour une société égalitaire. En effet, elles sont membres fondatrices de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) et de l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement (AFTURD), alliée à l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AFARD). Leurs thèmes privilégiés, particulièrement dans le cas de Dorra Mahfoudh, sociologue, sont les rapports hommes-femmes dans la famille, l'égalité des sexes quant à l'éducation, l'image des femmes dans les médias et, plus récemment, le statut et le rôle des femmes dans le monde rural.

Par un effet de retour, au cours des dix dernières années, de nombreuses thèses, des mémoires de recherche et des articles scientifiques ont vu le jour à l'université. À la Faculté des sciences sociales et humaines, un groupe de recherche sur «Les études des femmes autour de la Méditerranée: de la tradition à la modernité» s'est constitué en 1992, dans le cadre du programme Med Campus. La coordination en est assurée en Tunisie par Dorra Mahfoudh, qui a organisé également, en collaboration avec le CREDIF, un cours ayant pour titre: «Le travail des femmes et les rapports sociaux de sexe: nouvelles approches théorique et méthodologique».

La base de données des compétences féminines du CREDIF recense 96 chercheuses, un chiffre en deçà de la réalité. Toutefois, l'accès des femmes à la recherche scientifique n'implique pas automatiquement qu'elles font de la recherche féministe, car celle-ci nécessite, en sus du travail scientifique, un engagement féministe. En effet, pour que la recherche féministe devienne possible, il a fallu l'émergence d'une conscience double, à la fois savante et militante. Si la conscience savante est issue de l'enseignement, de la recherche, des activités scientifiques, la conscience militante ne peut émerger qu'à travers une conviction politique concernant la justice, l'égalité et la possibilité du changement social. Françoise Collin, rédactrice des *Cahiers du GRIF*, rappelle ceci:

Le féminisme est une attitude à la fois politique et de pensée qui a produit des effets importants dans le domaine du savoir. Il ne naît pas de la seule présence des femmes comme le fruit pousserait sur l'arbre, et toutes les femmes, ni toutes les femmes universitaires, ne sont pas nécessairement féministes, pas plus que toutes les féministes ne se consacrent aux études féministes.

L'émergence d'études féministes en Tunisie depuis une vingtaine d'années démontre que certaines chercheuses tunisiennes ont dépassé la position de «deuxième sexe» et le complexe de «secondarité», et ont atteint la double conscience politico-savante en tant que femmes indépendantes et libres.

Outre l'expérience vécue sur une base individuelle par des chercheuses féministes, la recherche sur les femmes en Tunisie se développe au sein de groupes de réflexion, dans des «ONG-femmes» et dans certains organismes gouvernementaux. Par exemple, le groupe d'études de la condition de la femme créé au Club culturel Tahar Haddad<sup>2</sup> a donné naissance en 1989 à l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD). Celle-ci a réalisé des recherches et des colloques, en particulier sur la violence à l'égard des femmes, et a mis en place en 1993 un centre d'écoute pour les femmes victimes de violence. D'après notre enquête auprès des institutions sources d'information sur les femmes en Tunisie, les principaux travaux féministes menés par l'ATFD sont des actes de séminaires portant sur les droits des femmes et sur la coopération maghrébine en ce qui a trait à la réflexion sur la condition féminine. Ces rencontres maghrébines et internationales de féministes, organisées au moins une fois par année de 1993 à 1996, ont permis une réflexion en commun sur les questions touchant les femmes, la présentation de recherches féministes et la publication ultérieure de ces recherches.

Quant à l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement (AFTURD), créée en 1989, elle a pour objectifs d'entreprendre des recherches sur l'intégration des femmes au développement, de promouvoir les recherches féministes et de développer des réseaux de communication et d'échange avec les femmes en Tunisie, en Afrique et dans d'autres pays. L'AFTURD a plusieurs publications à son actif, dont un guide juridique sur le mariage rédigé en français et en arabe. Elle a également produit un film documentaire sur l'histoire des femmes tunisiennes ayant pour titre «Tanitez-moi». Elle poursuit en outre des travaux sur l'état de la recherche sur les femmes en Tunisie et sur le travail féminin dans le secteur informel.

Il serait trop long de parler ici de chacune des seize associations féminines recensées en Tunisie par ladite enquête. Je soulignerai seulement l'apport de l'Union nationale des femmes tunisiennes (UNFT) qui, depuis sa création en 1956, travaille à éliminer la discrimination à l'égard des femmes et à intégrer celles-ci dans le développement social, économique et politique. L'UNFT a aussi participé à l'élaboration de quelques études féministes et elle a organisé des séminaires à l'échelle nationale, régionale et internationale sur plusieurs questions telles que les femmes et la paix, la lutte contre l'intégrisme, la scolarisation des filles, la violence conjugale. Parmi les publications de l'UNFT, signalons: *Les causes de l'abandon scolaire des filles en milieu rural* (1992) et *L'image de la femme dans la société tunisienne* (1995).

Mais le développement des études féministes en Tunisie n'est pas dû uniquement à l'effort individuel de certaines chercheuses et de certaines ONG-femmes. Il est le résultat d'autres facteurs importants, liés à l'environnement national et international. Sur le plan international, la dynamique impulsée un peu partout dans le monde par la décennie des Nations Unies sur les femmes (1975-85) et les différentes conférences mondiales (Mexico, Copenhague, Nairobi, Beijing) s'est traduite en Tunisie par un engagement massif des femmes de différents horizons dans la réflexion sur l'action féministe. La question des femmes est aujourd'hui débattue dans différents espaces: clubs culturels,

2. Tahar Haddad est un féministe tunisien qui a vécu au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il a écrit en 1930 *Notre femme dans la législation musulmane et dans la société*.

syndicats, universités, entreprises, ce qui incite les pouvoirs publics à y prêter plus attention.

Sur le plan national, l'environnement politique est favorable à la promotion des femmes. Cela s'est concrétisé, entre autres, par la création d'organismes gouvernementaux et d'instituts de recherche. Outre le CREDIF, ces établissements sont l'Institut de recherche et d'études de population (IREP), créé en 1988, l'Office national de la famille et de la population (ONFP)<sup>3</sup>, créé en 1973, et le Centre d'études et de recherches économiques et sociales (CERES), qui existe depuis 1962 mais dont l'orientation vers les études relatives aux femmes est assez récente. Plusieurs articles portant sur des recherches féministes ont paru dans *Les Cahiers du CERES* <sup>4</sup>.

Il importe de signaler aussi l'appui de certains organismes internationaux et régionaux (FNUAP, UNICEF, ACDI, UNESCO, PNUD) à la recherche et à la publication sur les femmes en Tunisie. Par exemple, c'est l'appui du FNUAP à l'IREP qui a permis la réalisation de l'étude sur les «Femmes diplômées du Maghreb: pratiques novatrices», effectuée sous la coordination de Dorra Mahfoudh, en collaboration avec des chercheuses de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie. Le CREDIF, pour sa part, a choisi d'agir en partenariat avec les différents secteurs visés au gouvernement (ministère de l'Éducation, ministère de la Formation professionnelle, ministère de l'Agriculture, ministère de la Recherche scientifique) et les ONG-femmes. Par exemple, il a collaboré avec l'Institut supérieur d'histoire du mouvement national à la réalisation d'une enquête sur les Tunisiennes dans la vie publique de 1920 à 1960, dont les résultats ont été publiés en 1993 sous le titre de *Mémoire de femmes. Avec l'appui de l'OCSD*, le CREDIF a aussi mené une enquête dans les différentes régions du pays pour découvrir et relavoriser le savoir-faire féminin. À la suite de cette enquête, il a publié *Femmes du bout des doigts: les gisements du savoir-faire féminin en Tunisie*, dont la sortie a coïncidé avec la Fête nationale de la femme tunisienne, le 13 août 1995.

Le CREDIF a également effectué plusieurs études dans le cadre d'un «Observatoire de la condition de la femme», notamment sur le partage de la prise de décision dans la famille, les femmes dans l'agriculture et le développement rural, le potentiel économique des femmes tunisiennes et les répercussions de l'émigration du mari sur le statut et les rôles des femmes. Les travaux de recherche en cours portent sur les femmes dans la production scientifique en Tunisie, sur l'approche «budget-temps» et l'estimation du travail invisible des femmes rurales ainsi que sur les femmes et la ville.

Toutes les recherches dont je viens de parler, qu'elles soient issues d'efforts individuels ou conjugués, ont en commun leur actualité: la majorité ont été réalisées durant la dernière décennie. Il en est ainsi parce que plusieurs obstacles se sont dressés jusqu'à ce moment contre la promotion des études féministes en Tunisie. Ce sont la colonisation du pays, l'analphabétisme des femmes et le traditionalisme mais aussi le manque de documents, l'éparpillement

3. L'ONFP, qui travaille à promouvoir la santé des femmes et de la famille, s'intéresse aussi, à l'échelle nationale et régionale, aux comportements en matière de contraception. Parmi les études publiées par cet office se trouvent: *La Famille en Tunisie* (1991) et *Population, famille, santé: chiffres lois 1994* (1995).

4. Par exemple: Rejeb (1994), Karoui (1993) et Bechir (1993).

de la documentation existante et l'absence d'outils de références documentaires appropriés.

## **L'état de la question quant à la documentation sur les femmes**

Dans ce contexte, quelle stratégie documentaire avons-nous adopté au CREDIF pour promouvoir la recherche scientifique féministe et la rendre accessible aux chercheuses et aux chercheurs? Notre enquête de 1991 auprès des institutions documentaires à Tunis nous a montré que la documentation relative aux femmes existe dans plusieurs services d'information; elle est même abondante et riche, tant par sa qualité que par sa variété. Toutefois, la documentation est éparpillée parmi les diverses associations féminines, elle est souvent mal répertoriée, insuffisamment traitée et, par conséquent, inaccessible.

C'est ce constat qui est à l'origine de l'orientation stratégique adoptée par le CREDIF relativement à l'organisation de la documentation sur les femmes. Il a mis sur pied un centre de documentation avec pour mission de réunir les documents portant sur les questions concernant les femmes, de les traiter, de les diffuser, bref, de mettre en valeur la richesse nationale qu'ils représentent et de la rendre accessible à ceux et à celles qui font de la recherche. Au cours de ses cinq premières années d'existence (1991-1996), le centre de documentation a réussi à constituer, par la voie d'échanges et d'achats de documents, un fonds documentaire spécialisé (livres, brochures, périodiques) qui dépasse les 5 000 titres et il l'a ouvert au public. Les statistiques de consultation montrent que la majorité des usagers et des usagères du centre de documentation du CREDIF travaillent en recherche et dans l'enseignement, en particulier à l'Université de Tunis.

L'informatisation du traitement documentaire a permis l'élaboration de bases de données bibliographiques et autres qui facilitent grandement la recherche sur les thèmes concernant les femmes. Ainsi, la base «Elyssa» recense le fonds documentaire du CREDIF, alors que la base «Presse», en cours d'élaboration, dénombre les articles de la presse écrite nationale; ces articles sont ensuite classés thématiquement sous forme de dossiers de presse. Enfin, la base «REMIF» inventorie les données bibliographiques sur les femmes qui se trouvent chez les partenaires du CREDIF, soit environ 3 000 références à ce jour. Cette base référentielle est le résultat de la coopération au sein du Réseau d'information sur la femme (RIF) qui a été créé en Tunisie en 1992, sur l'initiative du CREDIF. Le RIF est basé sur le principe du partenariat entre des organismes de documentation, des établissements de recherche et des ONG sources d'information sur les femmes. La convention RIF est actuellement signée par 28 institutions en Tunisie.

Dès le premier séminaire sur le thème «La documentation-femme: une stratégie pour le développement», organisé en décembre 1991, le CREDIF s'était fixé comme objectifs de travailler en réseau, de collaborer avec les partenaires intéressés par l'information sur les femmes aux niveaux régional, national et international et de faciliter la circulation de l'information et les échanges de données. L'extension du RIF à l'échelle maghrébine a été décidée en février 1994, à l'occasion d'un atelier qui a eu lieu au siège du CREDIF avec la participation des services d'information et de documentation (SID) ainsi que des ONG-femmes de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie. Depuis, le REMIF a mis au

point plusieurs outils documentaires au profit de ses partenaires ainsi que des chercheuses et des chercheurs, tels que le bulletin d'information *Échos-Rémif* et le *Catalogue collectif de la documentation-femme*. Le Centre national de documentation marocain (CND) assure la coordination du REMIF au Maroc par l'entremise d'une unité sur les femmes, créée au sein de ce centre. En Algérie, la coopération s'effectue bilatéralement avec chaque organisme.

Le CREDIF est donc actuellement le point focal du RIF et du REMIF; il assume le rôle de centre d'orientation vers les sources. À cet effet, le centre de documentation a élaboré plusieurs outils de travail qui améliorent la qualité de ses services aux chercheurs et aux chercheuses féministes. En plus des bases de données dont j'ai parlé plus haut et des recherches bibliographiques courantes, le centre participe à la diffusion de l'information sur les femmes au moyen de produits documentaires, tels que les catalogues, les répertoires, les bibliographies spécialisées, les bulletins d'information, les dépliants, etc. Parmi ces produits, soulignons le troisième volume du *Catalogue collectif de la documentation-femme*, un ouvrage de référence pour l'information sur les questions liées aux femmes du Maghreb, et le *Répertoire maghrébin des institutions sources d'information sur la femme*, publié récemment, qui vise également à orienter les personnes qui mènent des recherches vers les sources du REMIF en Algérie, au Maroc et en Tunisie. D'autres produits portent sur la situation tunisienne: le *Répertoire des compétences féminines*; *Les droits de la femme et de la petite fille en Tunisie* et une bibliographie qui recense chaque année les écrits des femmes tunisiennes.

Malgré tous les efforts du CREDIF pour organiser la documentation sur les femmes en Tunisie et impulser la coopération maghrébine en la matière, plusieurs lacunes persistent et devront être comblées si l'on veut que l'information sur les femmes soit pertinente, rapide d'accès et la plus exhaustive possible. La collecte des références bibliographiques dans le cadre du RIF connaît des difficultés qui tiennent, d'une part, aux conditions qui existent dans l'ensemble du réseau documentaire national, en particulier la procédure archaïque de traitement documentaire chez certains partenaires, dont le SID qui n'est pas informatisé, et le manque de qualification professionnelle du personnel chargé du traitement et de l'analyse des documents. Cela implique pour le CREDIF du travail supplémentaire dans la saisie des notices ainsi que la correction et la standardisation de la présentation des références bibliographiques. Par conséquent, la mise à jour de nos bases de données et de nos produits documentaires prend plus de temps et nécessite des moyens humains et financiers plus importants. D'autre part, certains partenaires possèdent un noyau documentaire spécialisé sur les femmes, mais les documents y sont souvent mal classés, donc difficilement repérables même lorsqu'ils sont mentionnés dans leur catalogue. La première règle de la documentation prend ici tout son sens: un document non classé est un document perdu.

Le CREDIF n'étant qu'un élément parmi d'autres dans l'ensemble du système national d'information, il n'est pas en mesure de surmonter à lui seul toutes ces difficultés. Désormais, la coopération s'impose entre tous les organismes intéressés par la promotion des femmes tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale ou internationale. Sur ce plan, le facteur «langue» est primordial et la francophonie représente évidemment une base solide pour la

collaboration en matière de documentation et de recherche féministes et l'amélioration des résultats tant quantitatifs que qualitatifs dans ces deux secteurs complémentaires de l'activité scientifique.

## **Conclusion**

Aujourd'hui, la liaison entre la documentation et la recherche féministes est évidente; leur promotion se réalise en parallèle et en symbiose. Ainsi, l'organisation de la documentation sur les femmes en Tunisie fournit un appui indispensable au développement des recherches féministes qui connaissent depuis peu de temps une ascension lente mais sûre au sein d'un environnement sociopolitique national et international favorable. La coopération entre les femmes versées dans la documentation et les chercheuses féministes n'est plus considérée comme un luxe mais comme une nécessité. Certes, de nouvelles pistes de collaboration sont à tracer, mais il faut exploiter davantage les réseaux d'information existants tels que le Bureau international d'information sur les États francophones (BIEF), le réseau des femmes d'Europe, le REMIF, le Réseau des femmes arabes (AISHA), et d'autres. J'ose même évoquer la possibilité d'un réseau des femmes de la francophonie. Le CREDIF est ouvert à cette coopération et la sollicite même.

Évidemment, le succès de tout projet de collaboration dépend de plusieurs facteurs: la motivation des partenaires, les moyens humains et financiers de chaque organisme, l'environnement sociopolitique dans lequel chacun évolue, etc. Toutefois, un facteur prédomine de nos jours: la possibilité que devraient avoir les SID d'utiliser les nouvelles technologies dans l'élaboration de leurs outils documentaires et de bénéficier des avantages du courrier électronique, des disques optiques compacts (DOC ou CD-ROM) et de la connexion à internet. Bref, il faut dorénavant disposer du matériel et du savoir qui permettent de profiter des autoroutes de l'information, car peut-on rouler sur des autoroutes sans véhicule automobile et sans permis de conduire?

*Faouzia Hmila  
CREDIF  
Tunis*

## RÉFÉRENCES

BECHIR, Badra

- 1993 «Mode de suivi et projet de développement de la population forestière de Jendouba: Comportement de la femme et perception du changement», *Cahiers du CERES*, série géographique, n° 8.

CREDIF

- 1996 *Répertoire maghrébin des institutions sources d'information sur la femme*. Tunis, ORBIS.
- 1995 *Femmes du bout des doigts: les gisements du savoir-faire féminin en Tunisie*. Tunis, CREDIF.
- 1994 *Droits de la femme et de la petite fille en Tunisie*. Tunis, CREDIF avec le concours de l'UNESCO.
- 1994 *Catalogue collectif de la documentation Femme*. Tunis, CREDIF.
- 1993 *Répertoire des compétences féminines*. Tunis, CREDIF.
- 1992 *La documentation femme: une stratégie pour le développement*. Actes du séminaire international tenu à Sidi Bou Saïd, les 9-10 décembre 1991. Tunis, Éditions idéales.

CREDIF et INSTITUT SUPÉRIEUR D'HISTOIRE DU MOUVEMENT NATIONAL

- 1993 *Mémoire de femmes*. Tunis, Édition Média Com.

GHANMI, Azza

- 1993 *Le mouvement féministe tunisien: témoignage sur l'autonomie et la pluralité du mouvement des femmes (1979-1989)*. Tunis, Chama.

KAROUI, Naïma

- 1993 «La Femme entre le mythe et la réalité: qu'êtré pour une liberté», *Cahiers du CERES*, n° 114.

LABIDI, Lilia

- 1987 *Les origines des mouvements féministes en Tunisie*. Tunis, Imprimerie Tunis Carthage.

MARZOUKI, Ilhem

- 1993 *Le mouvement des femmes en Tunisie au XX<sup>e</sup> siècle: féminisme et politique*. Tunis, Cérès productions.

OFFICE NATIONAL DE LA FAMILLE ET DE LA POPULATION

- 1995 *Population, famille, santé: chiffres lois 1994*. Tunis, Office national de la famille et de la population.
- 1991 *La Famille en Tunisie*. Tunis, Office national de la famille et de la population.

REJEB, Souad

- 1994 «Le mouvement féminin tunisien et le rapport à l'État», *Cahiers du CERES*, n° 116.

UNION NATIONALE DES FEMMES TUNISIENNES

- 1995 *L'image de la femme dans la société tunisienne*. Tunis, Union nationale des femmes tunisiennes.
- 1992 *Les causes de l'abandon scolaire des filles en milieu rural*. Tunis, Union nationale des femmes tunisiennes.